

ANNEXE III

Définition des épreuves

EP.1 - Réalisation et technologie

Coef. 10

A - Evaluation par contrôle en cours de formation

L'évaluation des acquis des candidats s'effectue à l'occasion de deux situations d'évaluation organisées au cours de la dernière année de formation.

Chaque situation permet, de manière réelle ou simulée, l'évaluation tant de savoir-faire que de savoirs technologiques associés. Elle porte sur des compétences caractéristiques du diplôme. Elle donne lieu à la proposition d'une note.

L'une des situations d'évaluation a lieu dans le centre de formation. L'autre situation d'évaluation a lieu dans l'entreprise au cours de la période de formation en entreprise.

Les notes proposées pour chacune des deux situations d'évaluation sont de même pondération. Elles sont additionnées pour obtenir la note finale à l'épreuve.

1. Situation d'évaluation en centre de formation

Elle est organisée à la fin du premier trimestre ou au début du deuxième trimestre de l'année civile de la session d'examen, dans l'établissement et dans le cadre des activités habituelles de formation professionnelle.

Le candidat doit être capable :

- d'analyser un dossier technique (plans de définition et de fabrication, pièces écrites, catalogues, documentation technique,...) et de décoder les documents techniques,
- d'en extraire les informations nécessaires à son travail,
- de préparer un travail et d'utiliser ses connaissances technologiques en vue d'organiser son intervention,
- de réaliser et poser un ouvrage ou une partie d'ouvrage.

Le travail demandé, les conditions de réalisation et le degré d'exigence correspondent à ce qui est repéré aux niveaux I et II du référentiel.

Un professionnel, au moins, est obligatoirement associé à l'évaluation.

La proposition de note est établie par l'équipe pédagogique du domaine professionnel.

L'inspecteur de l'éducation nationale de la spécialité veille au bon déroulement de l'évaluation, placée sous la responsabilité de l'équipe pédagogique.

2. Situation d'évaluation au cours de la période de formation en entreprise

La formation en entreprise doit permettre d'acquérir et de mettre en oeuvre des compétences (savoir-faire, savoirs et savoir-être).

Pour les candidats issus des établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat, l'évaluation porte sur les 8 semaines se déroulant en entreprise en dernière année de formation. Elles se répartissent en plusieurs périodes dont deux ne peuvent être inférieures à trois semaines.

Le choix des dates de ces périodes de formation en entreprise est laissé à l'initiative des établissements, en concertation avec les milieux professionnels et les conseillers de l'enseignement technologique, pour tenir compte des conditions locales.

La situation d'évaluation organisée au cours de la période de formation en entreprise comporte plusieurs séquences d'évaluation.

L'évaluation s'appuie sur des situations professionnelles et des critères établis sur la base du référentiel.

Le travail demandé, les conditions de réalisation et le degré d'exigence correspondent à ce qui est repéré aux niveaux 1 et 2 du référentiel.

La synthèse de l'évaluation est effectuée par le formateur de l'entreprise d'accueil et un membre de l'équipe pédagogique, au sein de l'entreprise, en présence le cas échéant du candidat. Ils proposent conjointement une note au jury.

Dans le cas où le candidat issu d'établissement public ou privé sous contrat n'a pu effectuer la période de formation en entreprise pour une raison de force majeure dûment constatée par le recteur, une situation de substitution correspondante est mise en place dans l'établissement.

L'évaluation se déroule sous forme d'un contrôle en cours de formation à la fin du deuxième trimestre de la dernière année de formation.

Un professionnel, au moins, est obligatoirement associé à la mise en oeuvre de l'évaluation.

B - Evaluation par épreuve ponctuelle

L'évaluation des acquis des candidats s'effectue sur la base d'une épreuve ponctuelle terminale qui porte sur des compétences caractéristiques du diplôme. Elle comprend deux parties d'égale valeur.

Les documents remis au candidat permettent la continuité entre les deux parties de l'épreuve et ils sont préparés de telle façon que la non-exécution d'une activité n'interdise pas la réalisation des autres.

Le travail demandé, les conditions de réalisation et le degré d'exigence correspondent à ce qui est repéré aux niveaux 1 et 2 du référentiel.

Partie A : partie écrite (10 points) durée 4 heures

Cette partie de l'épreuve a pour but de vérifier si le candidat est capable :

-d'analyser un dossier technique (plans de définition et de fabrication, pièces écrites, catalogues, documentation technique,...) et de décoder les documents techniques,

- d'en extraire les informations nécessaires à son travail,
- de préparer un travail en utilisant ses connaissances technologiques, en vue d'organiser son intervention.

Partie B : partie pratique (10 points) durée 12 heures à 16 heures

Cette partie de l'épreuve a pour but de vérifier si le candidat est capable :

- d'organiser son intervention en utilisant ses connaissances technologiques,
- de réaliser et poser un ouvrage ou une partie d'ouvrage.

EP.2 - Préparation et mise en oeuvre

Coef. 6

L'évaluation des acquis des candidats s'effectue sur la base d'une épreuve ponctuelle terminale pratique de 8 heures maximum.

1. Objectif de l'épreuve

Cette épreuve a pour but de vérifier si le candidat est capable :

- d'extraire les informations nécessaires des documents techniques fournis,
- d'organiser son intervention,
- de réaliser et poser un ouvrage simple complet ou une partie simple d'ouvrage complexe.

2. Conditions initiales

Les documents sont fournis au candidat. Les supports nécessaires sont préparés à l'avance.

3. Travail demandé et évaluation

Le travail demandé, les conditions de réalisation et le degré d'exigence correspondent aux savoir-faire repérés au seul niveau 3 du référentiel.

EG 1 - EXPRESSION FRANCAISE

Epreuve écrite

Durée : 2 heures

Coef. : 2

(Arrêté du 11 janvier 1988 modifié portant définition des épreuves sanctionnant les domaines généraux des brevets d'études professionnelles et des certificats d'aptitude professionnelle)

L'épreuve porte sur un texte de vingt à trente lignes, emprunté à un ouvrage français moderne, d'une langue et d'un style aisément accessibles et parfaitement corrects, les idées générales étant appuyées sur des faits ou illustrées par des exemples ; il peut être accompagné de notes explicatives. On choisira de préférence un texte évoquant une situation ou un problème de la vie moderne.

L'épreuve comporte trois parties :

- 1) Le candidat doit résumer le texte ou en indiquer la composition, ou simplement faire un inventaire du contenu, la nature de l'exercice demandé étant clairement précisée.
- 2) On pose deux ou trois questions portant sur le sens de mots ou d'expression du texte, le but étant de vérifier si le candidat a une connaissance suffisante de la langue commune, s'il est capable de préciser le sens d'un mot usuel dans un contexte donné et de montrer par là qu'il comprend le texte qui lui est soumis.
- 3) On demande au candidat, en un développement concret et succinct, et éventuellement en lui posant une question précise, d'exprimer un jugement personnel et motivé sur tout ou partie du texte proposé.

On accordera une importance particulière à la présentation du travail, à l'orthographe et à la correction de l'expression, chaque commission d'examen établissant à cet égard le barème qui lui paraît convenable, compte tenu à la fois des possibilités des candidats et des exigences de leur formation professionnelle.

EG 2 - MATHEMATIQUES - SCIENCES PHYSIQUES

Epreuve écrite

Durée : 2 heures

Coef. : 2

Mathématiques : 1 heure

Sciences physiques : 1 heure

(Arrêté du 11 janvier 1988 modifié portant définition des épreuves sanctionnant les domaines généraux des brevets d'études professionnelles et des certificats d'aptitude professionnelle)

Mathématiques :

En mathématiques le sujet comporte plusieurs exercices recouvrant une part aussi large que possible du programme. Les thèmes mathématiques qu'ils mettent en oeuvre portent principalement sur les chapitres les plus utiles pour les sciences physiques, la technologie ou l'économie.

Sciences physiques :

En sciences physiques le sujet comporte plusieurs exercices recouvrant une part aussi large que possible du programme de sciences physiques et de chimie lorsque celle-ci fait partie de la formation. On s'efforcera de proposer des exercices en rapport avec la spécialité.

Instructions complémentaires :

Pour l'ensemble de l'épreuve le nombre de points affectés à chaque exercice est indiqué aux candidats.

La longueur et l'ampleur du sujet doivent permettre aux candidats de traiter le sujet et de le rédiger posément dans le temps imparti.

L'utilisation des calculatrices pendant l'épreuve est définie par la circulaire n° 86-228 du 28 juillet 1986 publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale n° 34 du 2 octobre 1986.

Les deux points suivants doivent être rappelés en tête des sujets :

- la clarté des raisonnements et la qualité de la rédaction interviendront pour une part importante dans l'appréciation des copies ;
- l'usage des instruments de calcul est autorisé.

EG 3 - VIE SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Epreuve écrite

Durée : 1 heure maximum

Coef. : 1

(Arrêté du 11 janvier 1988 modifié portant définition des épreuves sanctionnant les domaines généraux des brevets d'études professionnelles et des certificats d'aptitude professionnelle)

L'épreuve devra porter sur les notions essentielles contenues dans le programme commun aux diverses sections de préparation au certificat d'aptitude professionnelle.

Elle doit amener le candidat à réfléchir sur l'attitude à adopter devant une situation donnée qui peut concerner soit la vie professionnelle, soit le milieu familial et social.

EG 4 - EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

coef. : 1

L'épreuve se déroule dans les conditions définies par l'arrêté du 22 novembre 1995 relatif aux modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal prévus pour l'éducation physique et sportive en lycées (BO n° 46 du 14 décembre 1995)